

leurs institutions, leur langue et leur religion leur étaient alors laissées intactes, ils le devaient à leur adhésion à la couronne britannique. Si au contraire ils eussent accepté les offres de WASHINGTON, il est probable qu'il n'existerait aujourd'hui nul vestige de la puissance anglaise sur ce continent; mais s'il en eût été ainsi, eux aussi seraient disparus comme franco-canadiens. (Écoutez! écoutez!) Ces faits historiques enseignent que le franco-canadien et l'anglo-canadien devraient éprouver l'un pour l'autre un sentiment de gratitude, ayant tous deux à se féliciter de ce que le Canada soit encore colonie anglaise. (Écoutez! écoutez!) Tout à l'heure, j'ai eu occasion de mentionner le clergé franco-canadien au sujet de l'adresse du Comte D'ESTAING, eh bien! je déclare ici, à son honneur, que si le Canada fait actuellement partie de l'empire britannique, c'est grâce à la politique conservatrice de ce corps (applaudissements!) Ma joie est grande de pouvoir ainsi trouver dans ces vieux documents des preuves de l'honneur, de la loyauté et de la libéralité du peuple franco-canadien! Je suis aussi dénué de préjugés que n'importe quel membre de cette chambre, mais quand je lis ou que j'entends dire qu'il est à appréhender qu'avec le système fédéral les canadiens-français seront trop puissants, et que la prépondérance qui leur sera ainsi donnée sera dirigée contre la minorité anglaise et protestante, je pense qu'un coup-d'œil jeté sur l'histoire de notre passé suffit pour mettre à néant de pareilles insinuations. (Écoutez! écoutez!) C'est en 1778 que le comte D'ESTAING fit sortir sa proclamation, laquelle fut apportée et répandue maintes fois en Canada par les soins de ROCHAMBEAU et LAFAYETTE; mais ceux qui étaient alors les chefs du peuple—le clergé et l'aristocratie—jugèrent qu'il n'entraînait pas dans leur intérêt de confier leur sort à l'élément démocratique.—Ils savaient qu'au fond de la démocratie est l'abîme. (Écoutez! écoutez!) Nous en sommes aujourd'hui à discuter la question de la fédération des provinces de l'Amérique Britannique du Nord, pendant que la grande fédération des États-Unis s'est rompue d'elle-même. Il y a une différence marquée entre la conduite des deux peuples. Les américains ont établi une fédération dans le but de perpétuer la démocratie sur ce continent; mais nous, qui avons eu l'avantage de voir le républicanisme à l'œuvre, durant une période de 80 ans, de voir ses défauts, nous avons pu nous convaincre que les institutions purement démocratiques

ne peuvent produire la paix et la prospérité des nations, et qu'il nous fallait en arriver à une fédération pour perpétuer l'élément monarchique. La différence entre nos voisins et nous, est celle-ci: dans notre fédération, le principe monarchique en sera le principal caractère, pendant que de l'autre côté de la frontière le pouvoir qui domine est la volonté de la foule, de la populace enfin. Toute personne qui a pu converser avec quelques hommes ou écrivains des États, a invariablement vu de suite qu'ils admettent que le gouvernement y est impuissant, par suite de l'introduction du suffrage universel, et que le pouvoir de la populace a conséquemment supplanté l'autorité légitime. Et en ce moment nous sommes les témoins du triste spectacle d'un pays déchiré par la guerre civile dans laquelle nous voyons des frères combattre contre des frères. La question que nous devons nous faire est celle-ci:—désirons-nous demeurer séparés—désirons-nous conserver une existence simplement provinciale, lorsque, unis ensemble, nous pourrions devenir une grande nation? Il n'est pas une seule réunion de petits peuples qui ait encore eu la bonne fortune de pouvoir aspirer à la grandeur nationale avec tant de facilité. Dans les siècles passés, des guerriers ont lutté pendant de longues années pour ajouter à leur pays une simple province. De nos jours, nous avons, pour exemple, NAPOLÉON III qui, après une grande dépense d'argent et de sang, dans la guerre d'Italie, a acquis la Savoie et Nice, ce qui a donné une addition de près d'un million d'habitants à la France. Et si quelqu'un faisait en ce moment le calcul de la valeur de l'acquisition d'un côté, et celui du coût énorme de l'autre, nous verrions de suite la grande disproportion qui se trouve entre l'un et l'autre, et nous demeurerions convaincus que le territoire acquis ne compense pas les déboursés. Dans l'Amérique Britannique du Nord, nous sommes cinq peuples différents, habitant cinq provinces séparées. Nous avons les mêmes intérêts commerciaux et le même désir de vivre sous la couronne britannique. Il n'est d'aucune utilité pour nous que le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Ecosse et Terre-Neuve maintiennent leurs droits de douane au détriment de notre commerce, de même que nous maintenons les nôtres au détriment du commerce de ces provinces. Dans les temps anciens, la manière dont se formaient les nations n'était pas la même qu'aujourd'hui. Alors, un faible établissement se transformait en un village: ce village